



La transmission de la mémoire, quel avenir pour le 11 novembre ?

Auteur : Général de division François LESCEL – Ancien président de la FARAC.

Dans quelques jours toutes les communes de France commémoreront le 84ème anniversaire de l'Armistice de 1918 qui mettait fin à la plus grande tuerie de l'histoire de l'humanité, si l'on excepte celle, survenue deux décennies plus tard et qui en fut en grande partie la conséquence, de la Seconde Guerre mondiale.

A 84 ans de distance quelle place tient encore cette célébration dans l'esprit de nos compatriotes, hormis le fait qu'elle est devenue un banal jour férié, dénaturé au fil des années, vidé de sa signification, comme le sont plusieurs autres, qu'elles relèvent d'un élan patriotique comme le 8 mai, ou religieux comme le jeudi de l'Ascension, le 15 août, le 1er novembre ou le 25 décembre, en somme, un droit social acquis auquel, par définition, on ne touche pas.

Certes, comme chaque année, l'événement sera évoqué dans les médias, mais avec une brièveté accrue, on y portera peut-être intérêt sous la forme d'un reportage original ou de présentations de documents inédits. C'est le mieux que l'on puisse espérer, en y ajoutant le vœu que cette commémoration ne soit pas une nouvelle occasion pour quelques hommes politiques de réhabiliter les mutins de 1917 ou d'étaler sans nuance leurs idées antimilitaristes et pacifistes. D'ailleurs, depuis quelques années, on perçoit çà et là certaines manœuvres insidieuses visant à dénoncer le culte du Souvenir sous le prétexte qu'on ne saurait exalter "l'enchaînement belliciste" qui a conduit à la tuerie générale. Quant au fait, foncièrement historique, que nos Poilus se sacrifiaient pour la survie de leur Nation, on le passe progressivement sous silence, ces sacrifices étant devenus d'un autre âge. A Lyon comme ailleurs, le 11 novembre prochain comme le 8 mai dernier, nous serons donc un groupe un peu plus intime à célébrer cet événement patriotique. Sur la place Bellecour, la tribune officielle sera, certes, toujours aussi pleine, mais les abords encore un peu plus vides.



Poilu dans les tranchées



La place de la Concorde à Paris le 11 novembre 1918

Alors, que faire ?

Nous pensons d'abord qu'à tous les échelons de responsabilité, locaux et nationaux, il faut, si ce n'est encore fait, prendre sérieusement conscience de cette érosion de la mémoire collective et admettre qu'elle relève, comme dans bien d'autres domaines, malheureusement, d'une dégradation générale des valeurs de notre société et de la solidarité nationale. Pourquoi les nouvelles générations seraient-elle sensibilisées à ce devoir de mémoire alors qu'elles le sont de moins en moins aux notions les plus élémentaires du civisme ? En matière de solidarité nationale tout se tient. On ne peut concentrer l'effort national sur la lutte contre certains maux de notre société, comme l'incivisme ou l'insécurité, et négliger les autres.

Nous croyons ensuite qu'il faut simplifier pour mieux mobiliser. La multiplication des cérémonies patriotiques ajoute à la confusion et à l'indifférence et aboutit à l'inverse de ce que l'on recherche. Pourquoi serions-nous différents en France alors qu'ailleurs on se résout peu à peu à la journée unique du Souvenir de tous les morts à la guerre, tous conflits confondus, comme le Memorial Day aux Etats-Unis ou le Volkstrauertag en Allemagne. De nombreux élus locaux en sont déjà convaincus comme il en ressort de nos discussions avec eux. Notons au passage que ce regroupement des gestes de Mémoire aurait l'immédiat avantage de résoudre l'épineux problème de la date de commémoration des événements d'Afrique du Nord.

Resterait alors, si cette idée était progressivement admise, à trouver la journée consensuelle. Encore un effort de proposition. Pourquoi pas le 11 Novembre, tout simplement ?

Voilà, en effet, une date qui dépasse toutes les autres en évocation historique. Elle mettrait fin à la guerre la plus sanglante dans les rangs des armées françaises. La meilleure preuve ? Tous les monuments aux morts, ou presque, ont été érigés dans les années 1920 et l'hécatombe de la 1^{ère} Guerre mondiale fut telle que les noms inscrits sur ces monuments viennent de 1914-18 dans leur quasi-totalité.

Entendons-nous bien. Il ne peut être question de supprimer le 8 Mai qui doit rester ce qu'il est, un jour de joie et plus encore de réflexion sur une guerre particulièrement douloureuse au cours de laquelle la France fut totalement occupée, livrée au nazisme

et à ses complices, où l'on repoussa les limites de l'horreur au-delà de ce que l'on pouvait imaginer.

Ce dont il est question, c'est de mobiliser nos concitoyens et de les amener, au moins une fois par an, à se recueillir sur le sacrifice d'hommes et de femmes de TOUTES les générations pour la liberté actuelle de leur pays. Car, on ne saurait admettre la moindre exclusive et les victimes des conflits lointains (Indochine, Corée) ou restreints (ONU, missions extérieures) ont aussi droit à notre reconnaissance.

Une fois par an, le 11 Novembre, où l'on essaierait de réunir le plus grand nombre, en commençant par les écoles.

Après tout, novembre où la nature se met au repos est déjà le mois du Souvenir. Il commence par le 2 novembre, jour des morts, commémoré la veille, le jour de la Toussaint.

Et les cimetières ont déjà leurs chrysanthèmes.